

Questions orales

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, en ce qui a trait à la question soulevée par le député, je crois qu'il est opportun de rappeler à la Chambre que des groupes de consommateurs ont déjà soulevé cette question de la publicité relative aux jouets de guerre qui inondent le marché à Noël. Selon moi, il est préférable que ce soient les consommateurs qui agissent plutôt que le gouvernement qui légifère.

LES LIGNES DIRECTRICES EN EUROPE OCCIDENTALE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, un certain nombre de gouvernements de pays d'Europe occidentale ont réussi à établir, de concert avec l'industrie des jouets, des lignes directrices volontaires pour limiter ce genre de publicité. Le ministre envisagera-t-il de faire de même?

M. le Président: Le député a-t-il une question?

M. Deans: Il en a posé une. Il a dit: «Le ministre envisagera-t-il de faire de même».

M. le Président: Le député de Hamilton Mountain demande-t-il à intervenir? A-t-il une question à poser?

M. Deans: J'essaie seulement d'être utile.

M. Orlikow: Monsieur le Président, je me demande si le ministre envisagerait de demander à son ministère d'établir, de concert avec l'industrie, des lignes directrices.

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, en réponse à la question posée par le député de Hamilton Mountain—

Des voix: Oh, oh!

M. Epp (Provencher): ... je tiens à lui signaler que les représentants du ministère de la Consommation et des Corporations rencontrent régulièrement ceux des annonceurs publicitaires de diverses industries et, si ces rencontres s'y prêtent, je suis sûr qu'on peut y étudier cette question.

* * *

LA CONDITION PHYSIQUE ET LE SPORT AMATEUR

LA NOUVELLE SELON LAQUELLE DES ATHLÈTES SOVIÉTIQUES AURAIENT INTRODUIT DES DROGUES DANS LE PAYS

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de la Condition physique et du Sport amateur. Le ministre est-il en mesure de confirmer ou d'infirmer le bruit selon lequel trois athlètes soviétiques ont été accusés d'avoir introduit des drogues dans le pays?

L'hon. Otto Jelinek (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur)): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. On m'a appris que trois haltérophiles soviétiques ont été effectivement détenus à l'aéroport international de Mirabel hier soir. On a trouvé en leur possession des drogues interdites en vertu des dispositions de la Loi des aliments et drogues du Canada. Comme l'affaire est maintenant entre les

mains de la Gendarmerie royale, je ne suis donc pas en mesure d'ajouter quoi que ce soit là-dessus.

* * *

● (1200)

RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

LA RÉDUCTION DES SERVICES POSTAUX

M. le Président: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que la pétition présentée par le député de Fundy-Royal (M. Corbett), le jeudi 6 décembre 1984, est conforme aux exigences du Règlement quant à la forme.

* * *

QUESTION DE PRIVILÈGE

LES PROPOS DE M. ROBINSON CONSIDÉRÉS COMME UN OUTRAGE AU PARLEMENT

M. le Président: Je dois informer la Chambre que j'ai reçu l'avis d'une question de privilège de la part du député de York-Sud-Weston (M. Nunziata).

M. John V. Nunziata (York-Sud-Weston): Monsieur le Président, ma question de privilège se rapporte à certaines allégations que le député de Burnaby (M. Robinson) a faites lundi au comité permanent de la justice et des questions juridiques. J'ai prévenu le député que j'interviendrais à ce sujet aujourd'hui.

M. Waddell: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

M. le Président: Je ne peux pas être saisi d'un rappel au Règlement pendant un débat sur la question de privilège, le député le sait.

M. Nunziata: Monsieur le Président, lundi, sous le couvert de l'immunité parlementaire, le député de Burnaby, sans fournir de preuves, a accusé M. Robert Foulkes, un ancien vice-président de Petro-Canada, et M. Fred Rayer, un vice-président d'International Explorations, de faire de l'espionnage pour le compte de la CIA. Le député de Burnaby a affirmé ce qui suit:

J'aimerais également demander au ministre, puisqu'il va se renseigner, de s'enquérir à propos d'une autre insinuation, pour laquelle je n'ai aucun document mais qui me vient de la même source que celle qui m'a communiqué le document précédent, document d'ailleurs dont l'authenticité a été confirmée par l'Ambassade des États-Unis, en l'occurrence que la CIA avait participé aux noyautages de Petro Canada à un niveau très élevé. Pour la gouverne du comité, monsieur le Président, et celle également du ministre afin qu'il puisse se renseigner d'avantage, il semblerait qu'un ancien vice-président des affaires publiques de Petro Canada, un certain M. Foulkes, ainsi qu'un M. Rayer—il s'agit pour être précis de Bob Foulkes et de Fred Rayer, lequel travaille actuellement pour Petro Canada Resources en qualité de vice-président, prospections internationales—aient pu être deux cibles de la CIA, voire travailler pour elle à un titre ou à un autre, et l'aient renseigné sur les activités de la société d'État. Comme je le disais, je n'ai aucun ...

M. Deans: Où est la violation des privilèges?